

**AU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE**  
Division de \_\_\_\_\_  
**COMTÉ DE \_\_\_\_\_, OH**

Demandeur	:	No. de dossier	
	:		
Adresse postale	:		
	:	Juge	
Ville, État et code postal	:		
	:		
c.	:	Magistrat	
	:		
Défendeur	:		
	:		
Adresse postale	:		
	:		
Ville, État et code postal	:		

**JUGEMENT DÉFINITIF DE DIVORCE SANS ENFANTS**

Cette cause été entendue dans le cadre de son audience finale le \_\_\_\_\_ devant le  juge  
 magistrat \_\_\_\_\_ suite à la Requête en divorce sans enfants du Demandeur déposée le  
\_\_\_\_\_ et/ou de la demande reconventionnelle du Défendeur déposée le \_\_\_\_\_ et en vue  
des éléments suivants : \_\_\_\_\_.

**CONCLUSIONS**

Après examen du dossier, des témoignages et des éléments fournis, le Tribunal établit les conclusions suivantes :

- A. Cochez toutes les déclarations applicables :
- Le Défendeur s'est vu dûment signifié la citation, une copie de la Requête et l'avis d'audience.
  - La Renonciation à la signification des citations et la Demande du Défendeur ont été déposées dans le cadre de cette affaire.

- Le Défendeur a déposé une Réponse.
- Le Défendeur a omis de déposer une Réponse ou un acte de procédure, malgré avoir dûment reçu la citation, une copie de Requête et l'avis d'audience.
- Le Demandeur a répondu à la demande reconventionnelle du Défendeur.
- Le Demandeur n'a pas répondu à la demande reconventionnelle du Défendeur.

B. Étaient présents à l'audience :  le Demandeur,  le Défendeur,  
 \_\_\_\_\_ dans la fonction d'avocat du Demandeur.  
 \_\_\_\_\_ dans la fonction d'avocat du Défendeur.

C. Le  Demandeur et/ou  le Défendeur a/ont résidé dans l'État de l'Ohio pendant au moins six mois précédant immédiatement le dépôt de la Requête et/ou de la Demande reconventionnelle.

D. Lorsque la Requête et/ou la Demande reconventionnelle a/ont été déposée(s) :

- Le Demandeur était résident de ce comté depuis au moins 90 jours.
- Le Défendeur était résident de ce comté.
- Autres motifs de juridiction : \_\_\_\_\_

E. Le Demandeur et le Défendeur se sont mariés le \_\_\_\_\_ (date du mariage)  
à \_\_\_\_\_ (ville/comté et État). La dissolution du mariage  
correspond à la date de  l'audience finale ou  telle que spécifiée : \_\_\_\_\_

F. Cochez toutes les déclarations qui s'appliquent aux enfants :

- L'épouse n'est actuellement pas enceinte.
- Aucun enfant n'est né ou n'a été adopté pendant la durée de ce mariage/cette union.
- Le/les enfant(s) né(s) ou adopté(s) pendant la durée de ce mariage/cette union sont à présent des adultes émancipés et ne sont pas des personnes mentalement ou physiquement handicapées incapables de subvenir à leurs besoins.

Autres conclusions : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

G. Sélectionnez l'une des options :

- Ni le Demandeur ni le Défendeur ne sont membres des forces armées des États-Unis.
- Le  Demandeur et/ou le  Défendeur est/sont membre(s) des forces armées des États-Unis et leur engagement militaire n'a pas altéré leur capacité à se défendre dans le cadre de cette action.

H. Par le biais de son/leur témoignage(s), le  Demandeur et/ou le  Défendeur a/ont entièrement divulgué leurs biens communs, biens propres et autres actifs, dettes, revenus ou dépenses.

Le Défendeur n'a pas déposé de réponse ou ne s'est pas présenté.

Le Demandeur n'a pas déposé de réponse ou ne s'est pas présenté.

I. Les parties qui se sont présentées n'ont pas connaissance de l'existence d'autres biens et dettes de quelque nature pour lesquels l'une des parties détiendrait un intérêt.

Les parties qui se sont présentées ont eu l'occasion d'évaluer et de vérifier tous les biens

J. communs, biens propres et autres dettes.

K. Ce tribunal a compétence et juridiction appropriée pour statuer sur tous les litiges soulevés par les actes de procédure de demande.

L. Sélectionnez l'une des options :

La décision du magistrat a été déposée le :

Aucune objection n'a été émise. Le tribunal approuve les modalités contenues dans la Décision et estime qu'elles sont justes et équitables.

Toutes les objections ont été statuées dans une autre ordonnance.

Les parties ont présenté au tribunal un accord de séparation écrit ou ont proposé verbalement un arrangement des litiges, qui prévoit un partage des biens et dettes que le tribunal estime juste et équitable, et une résolution adéquate de tous les litiges, que les parties acceptent consciemment et volontairement.

Le tribunal a établi un partage des biens et dettes juste et équitable et une résolution adéquate de tous les litiges des parties après examen approfondi de tous les éléments présentés.

Autre : \_\_\_\_\_

M. Le divorce est accordé pour le/les motif(s) suivant(s) (cochez ce qui convient) :

Le Demandeur et le Défendeur sont incompatibles.

Le Demandeur et le Défendeur vivent séparément, sans cohabitation et interruption depuis un an.

Le Défendeur ou  le Demandeur était marié à une autre personne au moment du mariage.

Le Défendeur ou  le Demandeur est délibérément absent depuis un an.

Le Défendeur ou  le Demandeur est coupable d'adultère.

Le Défendeur ou  le Demandeur est coupable de cruauté extrême.

Le Défendeur ou  le Demandeur est coupable de contrat frauduleux.

- Le Défendeur ou  le Demandeur est coupable de négligence grave.
- Le Défendeur ou  le Demandeur est coupable d'ivrognerie chronique.
- Le Défendeur ou  le Demandeur était incarcéré dans un centre de détention fédéral ou d'État au moment où la requête a été déposée.

Le Défendeur ou  le Demandeur a obtenu un divorce en-dehors de cet État en vertu duquel il/elle dispensé(e) des obligations du mariage, tandis que ces obligations demeurent obligatoires pour le

Demandeur ou  le Défendeur.

### JUGEMENT

D'après les conclusions ci-établies, le tribunal **ORDONNE, DÉCLARE et CONVIENT** donc que :

#### EN PREMIER LIEU : LE DIVORCE EST PRONONCÉ

Le divorce est prononcé, et les deux parties sont dispensées de leurs obligations de mariage, sauf des obligations énumérées ci-dessous ou indiquées dans  l'accord de séparation (ci-joint)  la décision du magistrat (ci-jointe) et/ou  Autre:

lequel/laquelle est joint(e) à cette ordonnance.

#### DEUXIEMEMENT : LES BIENS

Les biens des parties seront partagés comme suit :

Le Demandeur disposera des biens immobiliers et personnels suivants, libre de toute réclamation de Défendeur, soumis à un quelconque endettement dont le Demandeur devra s'acquitter et pour lequel

A. le Défendeur sera dégagé de toute responsabilité :

---

---

---

---

Le Défendeur disposera des biens immobiliers et personnels suivants, libre de toute réclamation du Demandeur, soumis à un quelconque endettement dont le Défendeur devra s'acquitter et pour lequel

B. le Demandeur sera dégagé de toute responsabilité :

---

---

---

---

Le Demandeur se voit accorder les biens propres  
C. suivants :

---

---

---

---

---

---

---

---

Le Défendeur se voit accorder les biens propres  
D. suivants :

---

---

---

---

---

---

---

---

E. Autres ordonnances relatives aux biens (précisez) :

---

---

---

---

F. Les parties disposent de 30 jours pour prendre toutes les mesures nécessaires pour transférer les titres juridiques et possessions de bien et pour prendre les mesures adéquates pour exécuter le partage des pensions et retraites.

G. Autres ordonnances relatives aux transferts :

---

---

---

---

**TROISIÈMEMENT : LES DETTES**

Les dettes du Demandeur et du Défendeur seront réparties comme suit.

A. Le Demandeur s'acquittera des dettes suivantes et dégage le Défendeur de toute responsabilité les concernant :

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

B. Le Défendeur s'acquittera des dettes suivantes et dégage le Demandeur de toute responsabilité les concernant :

---

---

---

---

---

---

---

---

C. Faillite (sélectionnez une option) :

Le tribunal reste l'autorité compétente pour exiger le paiement des créances, dans l'éventualité où l'une des parties demanderait à être mise en faillite.

Cette autorité englobe, mais sans s'y limiter, la capacité à déterminer si la dette attribuée est de la nature de maintenance, besoin ou soutien et donc si elle est non libérable en cas de faillite, et/ou la capacité à ordonner une future pension alimentaire matrimoniale, quelle que soit la décision de pension alimentaire matrimoniale indiquée ci-dessous dans la **QUATRIÈME SECTION : PENSION ALIMENTAIRE MATRIMONIALE**.

Rien dans cette ordonnance n'empêchera le  Demandeur et/ou le  Défendeur d'être entièrement libéré des dettes affectées dans cette ordonnance en cas de procédure de faillite, sauf en ce qui concerne les ordonnances expresses de pension alimentaire matrimoniale, ainsi que les dettes suivantes :

---

---

---

---

---

---

---

---

Aucune des deux parties n'encourra de dettes envers l'autre partie à l'avenir.

**QUATRIÈMEMENT : PENSION ALIMENTAIRE MATRIMONIALE**

A. Pension alimentaire matrimoniale non accordée

Ni le Demandeur ni le Défendeur ne devra verser une pension alimentaire matrimoniale à l'ex-époux/épouse. Le tribunal ne sera plus l'autorité compétente, sauf en ce qui concerne les dispositions établies dans la **TROISIÈME SECTION : LES DETTES**.

B. Pension alimentaire matrimoniale accordée

Le  Demandeur  Le Défendeur versera une pension alimentaire matrimoniale au  Demandeur  Défendeur d'un montant de \_\_\_\_\_ \$ par mois, plus 2 % de frais de gestion, à compter du \_\_\_\_\_ et due le \_\_\_\_\_ jour du mois.

Cette pension alimentaire matrimoniale sera versée

indéfiniment  pendant une période de \_\_\_\_\_ .

Le tribunal ne sera pas l'autorité compétente pour modifier les modalités de pension alimentaire matrimoniale.

Le tribunal restera l'autorité compétente pour modifier  le montant  la durée de l'ordonnance de pension alimentaire matrimoniale.

C. Fin de la pension alimentaire matrimoniale

Cette pension alimentaire matrimoniale prendra fin avant la date susmentionnée en cas de décès du Demandeur ou du Défendeur, ou dans l'une des éventualités suivantes (cochez toutes les réponses qui conviennent) :

Le bénéficiaire de la pension est dans une relation comparable au mariage.

Le bénéficiaire de la pension s'est remarié.

Autre (précisez) : \_\_\_\_\_

D. Formes de versement de la pension alimentaire matrimoniale (sélectionnez une seule option) :

La pension alimentaire matrimoniale sera directement versée au  Demandeur  Défendeur.

Le montant de la pension alimentaire matrimoniale, plus 2 % de frais de gestion, seront versés à Ohio Child Support Payment Central, P.O. Box 182372, Columbus, Ohio 43218-2372, administrés par l'organisme d'exécution des pensions alimentaires du comté de \_\_\_\_\_, sous forme de retenue sur salaire auprès de l'employeur.

E. Déductibilité de la pension alimentaire matrimoniale à des fins fiscales (sélectionnez une option) :

Le montant de la pension alimentaire matrimoniale versée sera déduit des revenus du payeur et inclus aux revenus du bénéficiaire.

Le montant de la pension alimentaire matrimoniale versée sera inclus dans les revenus du payeur.

Autres ordonnances relatives à la pension alimentaire

F. matrimoniale (précisez) : \_\_\_\_\_

G. Non-paiement

- Tout arriéré alimentaire matrimonial provisoire survivra à cet enregistrement de jugement.  
 Tout arriéré alimentaire matrimonial provisoire ne survivra pas à cet enregistrement de jugement.  
 Autre : \_\_\_\_\_

**CINQUIÈMEMENT : NOM**

- \_\_\_\_\_ reprend  
le nom précédent de : \_\_\_\_\_

**SIXIÈMEMENT : AUTRES ORDONNANCES**

**SEPTIÈMEMENT : FRAIS DE JUSTICE**

Les frais de justice seront (sélectionnez une option) :

- Imposés aux arrhes. Les frais de justice dus qui s'ajoutent aux arrhes seront payés comme suit :

- Autre (précisez) : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**HUITIÈMEMENT : GREFFIER DU TRIBUNAL**

Le greffier du tribunal fournira :

- une copie certifiée conforme à : \_\_\_\_\_  
 une copie estampillée à : \_\_\_\_\_

AVIS. En vertu de la règle 58(B) du Règlement de procédure civile, le Greffier doit signifier aux parties un avis de dépôt de cet enregistrement et la date de dépôt telle qu'elle figure dans le Registre.

\_\_\_\_\_  
Date JUGE